

Indicateurs économiques et sociaux en Auvergne-Rhône-Alpes

DONNÉES ENTREPRISES

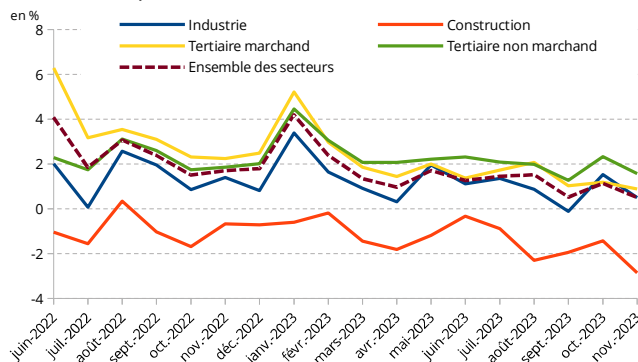
Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises permet d'apprécier le niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, la croissance de l'activité économique régionale ralentit en novembre (+0,5 %) par rapport à son niveau de l'année précédente, après +1,1 % en octobre.

Ainsi la hausse de l'activité dans les services marchands (+0,9 %), les services non marchands (+1,6 %) et dans l'industrie (+0,5 %) se poursuit à un rythme moins élevé. En revanche, la chute de l'activité dans la construction s'accroît (-2,9 %).

Ralentissement de l'activité pour l'ensemble des secteurs et forte baisse pour la construction

Évolution en glissement annuel du volume d'heures rémunérées par secteur

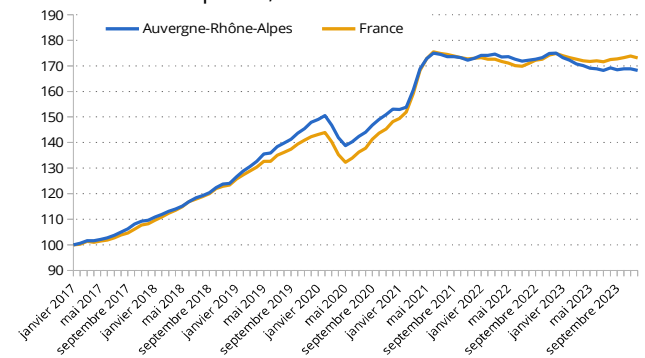


Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 29 janvier 2024.

Depuis septembre, le nombre mensuel de créations d'entreprises est repassé au-dessus de la barre des 10 000 dans la région. Au final, avec 120 800 entreprises créées sur l'ensemble de l'année 2023, le volume de créations reste à un niveau élevé par rapport à la période d'avant-crise sanitaire.

Les créations d'entreprises plafonnent en 2023

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois



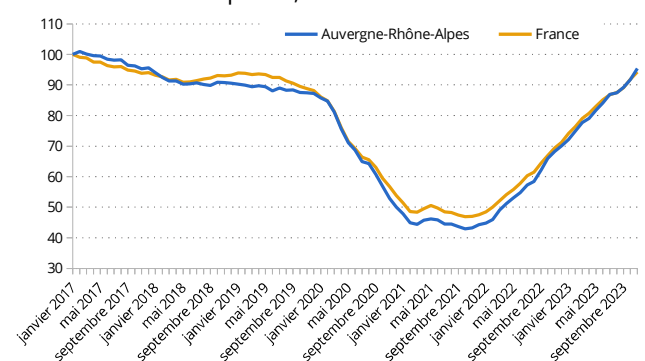
Note : Depuis le 1^{er} janvier 2023, les formalités de création d'entreprises doivent obligatoirement s'effectuer sur le guichet électronique des formalités d'entreprises. Ce changement important fragilise temporairement le suivi mensuel des créations d'entreprises, en raison notamment d'une modification des délais d'enregistrement des déclarations dans le répertoire Sirene.

Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 5 février 2024 (base 100 au 1^{er} janvier 2017 - cumul 12 mois).

Les défaillances d'entreprises sont en hausse depuis début 2022. En cumul annuel, elles sont au nombre de 6 500 en novembre 2023, soit un niveau équivalent à fin 2017.

La reprise des défaillances d'entreprises se poursuit

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



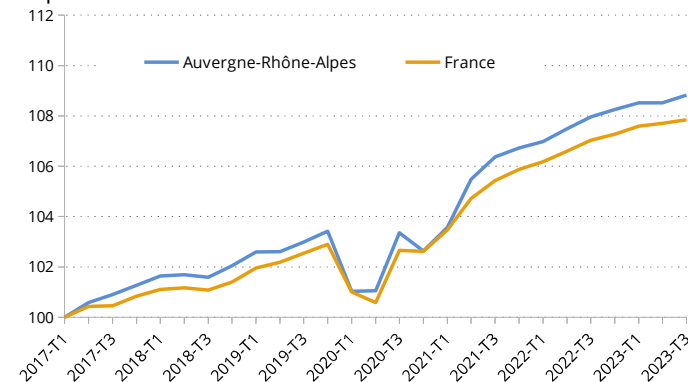
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 5 février 2023 (base 100 au 1^{er} janvier 2017 - cumul 12 mois).

EMPLOI SALARIÉ

Avec 9 000 salariés de plus, l'emploi dans la région augmente légèrement au troisième trimestre 2023 (+0,3 %), après une pause le trimestre précédent.

L'emploi reprend faiblement

Emploi salarié



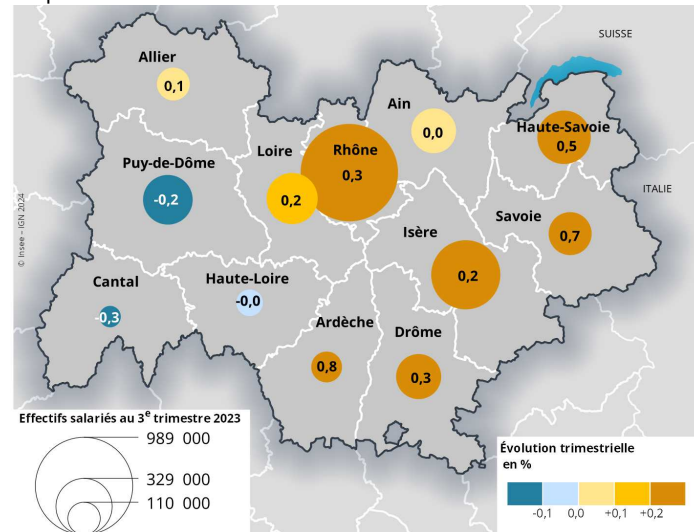
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin décembre 2023 (base 100 au 1^{er} trimestre 2017).

L'emploi progresse plus fortement en Ardèche (+0,8 %), en Savoie (+0,7 %) et en Haute-Savoie (+0,5 %), et diminue

faiblement dans le Cantal et le Puy-de-Dôme (respectivement -0,3 % et -0,2 %).

Emploi : stabilité dans tous les départements

Emploi salarié au 3^e trimestre 2023 et évolution trimestrielle



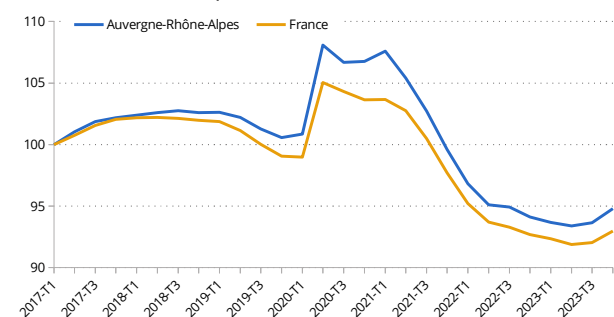
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin décembre 2023.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C augmente au quatrième trimestre 2023. Avec 596 400 demandeurs d'emploi, le niveau actuel est équivalent à celui de 2015 mais reste inférieur de 5,8 % au niveau d'avant-crise sanitaire.

596 400 demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C

Demandeurs d'emploi en fin de mois

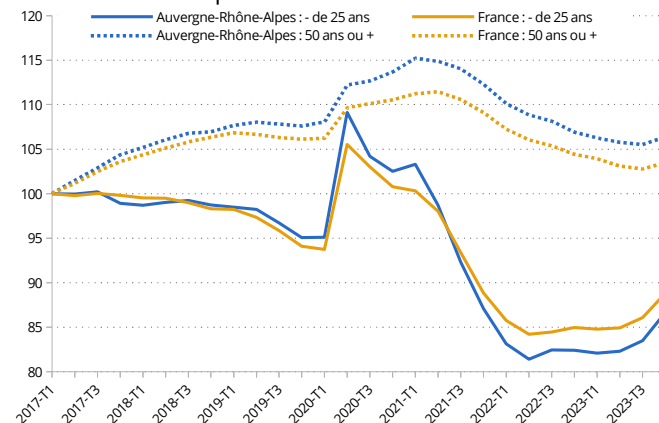


Source : France Travail, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2017).

La demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans s'accroît au quatrième trimestre 2023 avec 74 600 demandes, soit un niveau équivalent à fin 2021. Celle des seniors de plus de 50 ans est en légère hausse pour la première fois depuis début 2021.

La demande d'emploi des jeunes réaugmente très légèrement

Demandeurs d'emploi en fin de mois

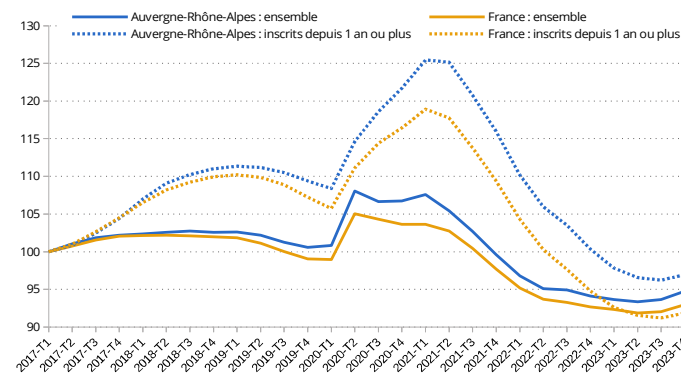


Source : France Travail, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2017).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente modérément, pour la première fois depuis début 2021. Au quatrième trimestre, ils sont au nombre de 253 000.

Le volume des demandeurs d'emploi de longue durée remonte légèrement

Demandeurs d'emploi en fin de mois

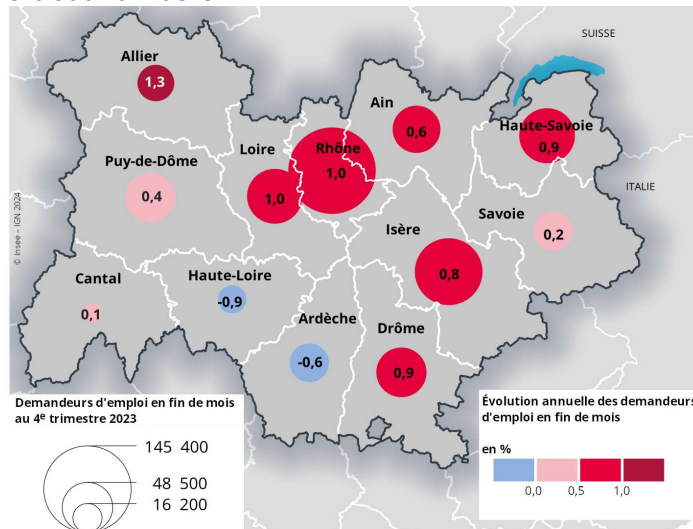


Source : France Travail, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2017).

Fin décembre 2023, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi, calculée sur une année glissante, s'élève à +0,7 % sur la région. Elle diminue dans seulement deux départements, l'Ardèche (-0,6 %) et la Haute-Loire (-0,9 %). L'augmentation est la plus importante dans l'Allier (+1,3 %), puis dans la Loire et le Rhône (+1,0 %).

Une hausse du nombre de demandeurs d'emploi dans quasi tous les départements

Demandeurs d'emploi à la fin du 4^e trimestre 2023 et évolution annuelle

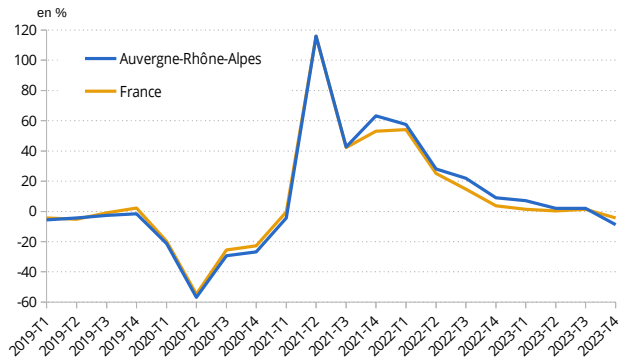


Source : France Travail, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO.

Au quatrième trimestre 2023, le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail diminue sur un trimestre et sur une année (-8,7 % en un an en Auvergne-Rhône-Alpes, contre -4,3 % en France).

Les offres d'emploi sont en baisse au 4^e trimestre

Offres collectées par France Travail

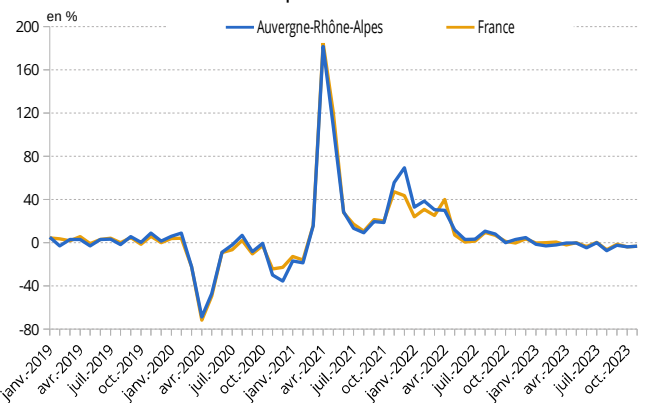


Source : France Travail, DARES, STMT – évolution du nombre d'offres collectées par France Travail en données CVS-CJO, en glissement annuel.

Fin novembre 2023, les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) diminuent de 3,4 % par rapport à leur niveau de l'année précédente, après -3,9 % en octobre et -2,5 % en septembre. Cette baisse est peu ou prou équivalente au niveau national.

Baisse du nombre de déclarations préalables à l'embauche

Évolution des déclarations préalables à l'embauche



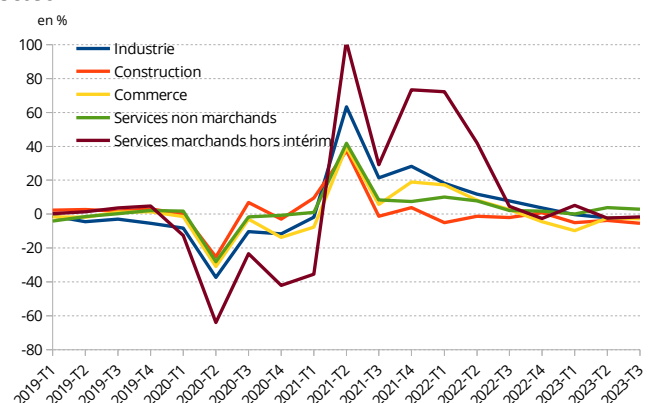
Champ : Régime général hors intérim.

Source : Urssaf – évolution du nombre de DPAE en données CVS, en glissement annuel.

Au troisième trimestre 2023, les DPAE sont en baisse dans tous les grands secteurs d'activité, sauf dans les services non marchands (+2,9 % sur un an). Elles diminuent le plus fortement dans la construction (-5,5 %).

Les DPAE n'augmentent que dans les services non marchands

Évolution des déclarations préalables à l'embauche par grand secteur



Champ : régime général hors intérim.

Source : Urssaf – évolution du nombre de DPAE en données CVS, en glissement annuel.

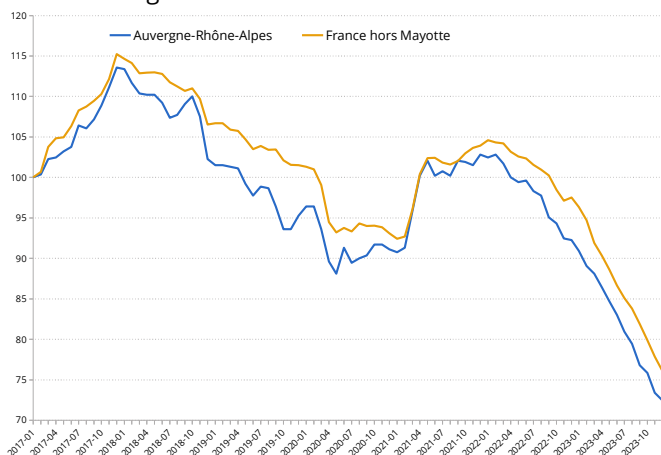
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Le nombre de mises en chantier poursuit sa baisse avec, à fin décembre, 38 400 logements commencés en cumul annuel. Comme en France, il est à son plus bas niveau depuis plus de 20 ans.

Des mises en chantier au plus bas

Nombre de logements commencés

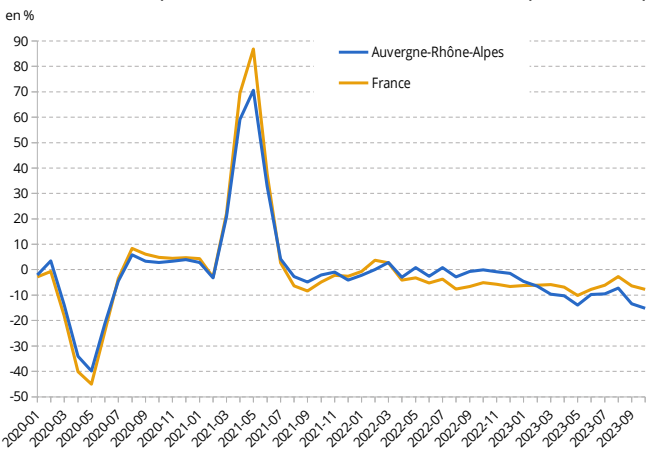


Source : SDES, Sit@del2 (cumul sur 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 5 février 2024 (base 100 au 1^{er} janvier 2017).

La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants (d'août à octobre 2023), diminue de 15,2 % par rapport à l'année précédente, contre -7,8 % au niveau national.

La production de béton continue de baisser

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Note : Cumul sur 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de l'année précédente.

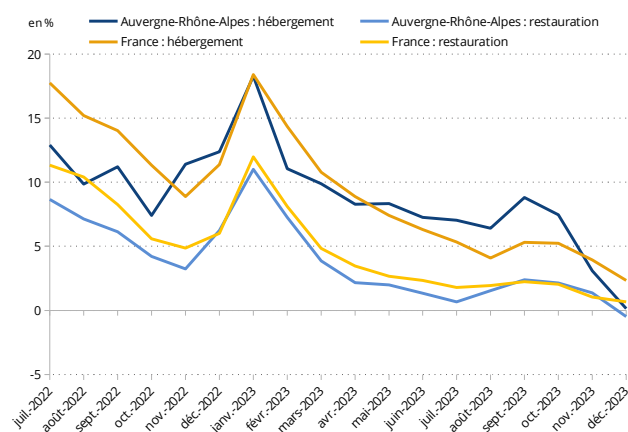
Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 31 octobre 2023, traitement CERC ARA.

Hébergement - restauration

L'activité du secteur de l'hébergement et de la restauration ralentit fortement en fin d'année 2023. Dans la restauration, en glissement annuel, l'activité diminue de 0,5 % en décembre 2023, après +1,4 % en novembre et +2,1 % en octobre. Dans l'hébergement, la croissance stagne (+0,1 %) en décembre par rapport au même mois de 2022, après +3,1 % le mois précédent.

L'hébergement et la restauration ralentissent

Évolution, par rapport à la même période de l'année précédente, du volume d'heures rémunérées dans l'hébergement-restauration, par secteur



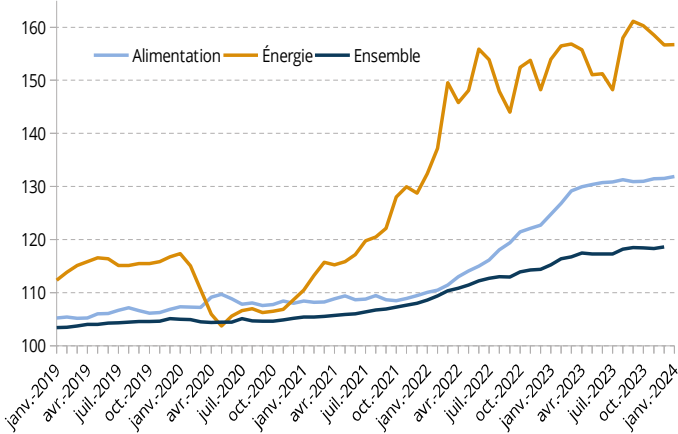
Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 29 janvier 2024.

PRIX

L'indice des prix à la consommation (indicateur national) continue d'augmenter à un rythme élevé (+3,7 % en décembre après +3,5 % en novembre). L'alimentation comme l'énergie ralentissent début 2024, avec respectivement +5,7 % et +1,8 % en janvier, contre 7,2 % et 5,7 % le mois précédent.

Indice des prix à la consommation : une hausse encore supérieure à 3,5 % en fin d'année 2023

Indice des prix à la consommation

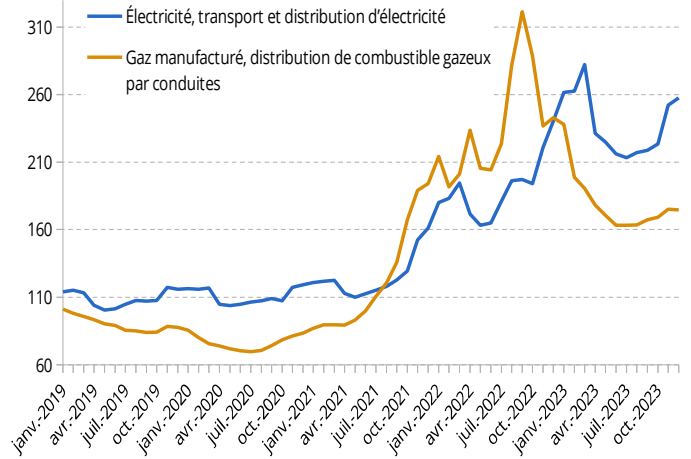


Source : Indice des prix à la consommation – Base 2015 - Ensemble des ménages – France – données arrêtées au 31 janvier 2024.

Après cinq mois de baisse, les prix (nationaux) de production de l'électricité, incluant son transport et sa distribution, progressent à partir de septembre jusqu'en décembre 2023 (+18 % sur un trimestre et +7,2 % sur un an en décembre). Les prix de production du gaz, incluant sa distribution par conduites, sont également en hausse en fin d'année (+4,5 % en rythme trimestriel, mais -28 % en annuel).

Indice des prix de production : rebond pour le gaz et l'électricité

Indice des prix de production



Source : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – données arrêtées au 31 janvier 2024.

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

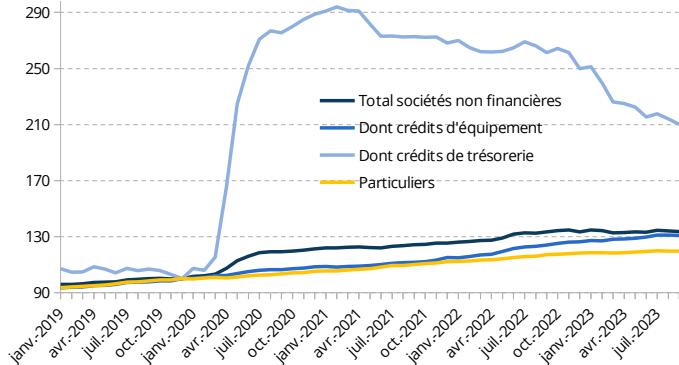
Les encours de crédits accordés aux sociétés non financières et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Les encours de crédits des sociétés non financières sont en légère baisse en septembre 2023. Les crédits de trésorerie diminuent à nouveau après un léger rebond en juillet. Les crédits accordés aux particuliers poursuivent leur faible hausse, de manière continue et régulière.

Les encours de crédits connaissent une très légère hausse

Évolution des encours de crédits accordés

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données mensuelles brutes. Moyenne estimée pour le mois d'août, données août 2023 non disponibles à date.

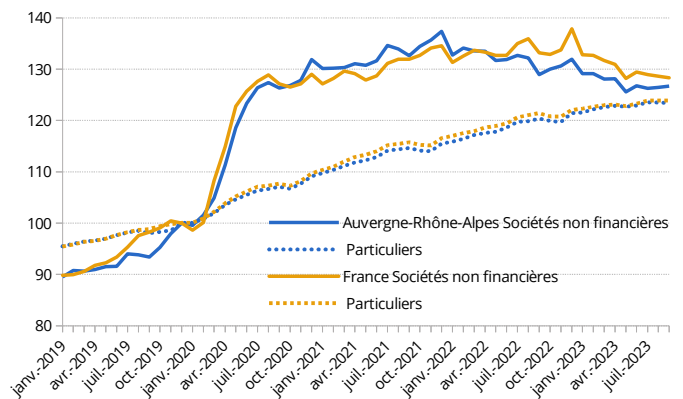
Source : Banque de France.

Les encours de dépôts des sociétés non financières augmentent faiblement en septembre 2023. Les encours de dépôts des particuliers sont quasi stables.

Les encours de dépôts régionaux plutôt en diminution en 2023

Évolution des encours de dépôts

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données mensuelles brutes. Moyenne estimée pour le mois d'août, données août 2023 non disponibles à date.

Source : Banque de France.

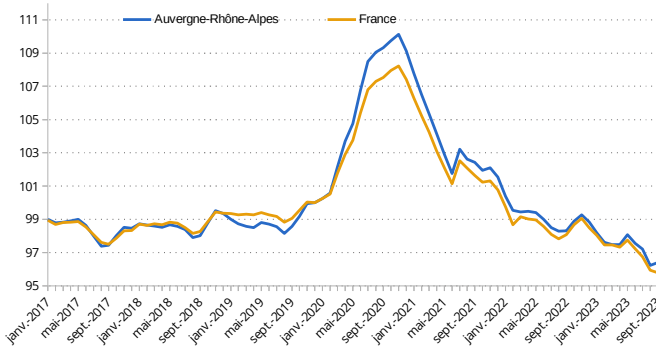
INDICATEURS SOCIAUX

Le nombre d'allocataires du RSA remonte un peu en septembre 2023, après trois mois de baisse. Avec 5 800 bénéficiaires de moins que fin 2019, le nombre d'allocataires est inférieur à celui d'avant-crise sanitaire et reste à un niveau bas.

Le nombre d'allocataires du RSA reste à un bas niveau

Bénéficiaires du RSA

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données brutes en fin de mois. Les données des cinq derniers mois sont provisoires.

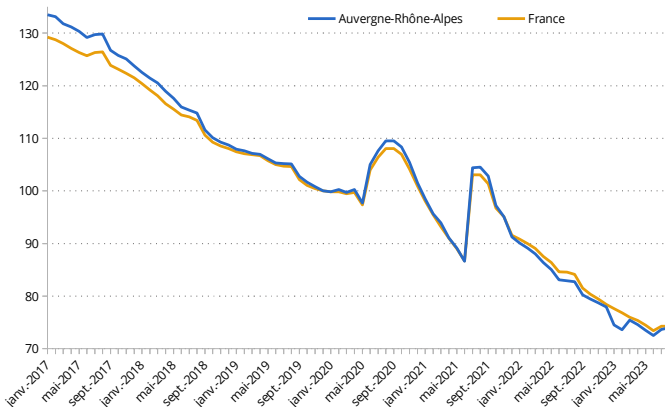
Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 5 février 2024.

Le nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS ; attribuée sous conditions de ressources après épuisement des droits au chômage) progresse modestement à l'été 2023. Fin août 2023, 23 500 bénéficiaires, soit 26 % de moins qu'avant la crise sanitaire, perçoivent cette allocation dans la région.

Le nombre d'allocataires de l'ASS est au plus bas

Bénéficiaires de l'ASS

Indice base 100 en décembre 2019



Note : Données brutes en fin de mois. Les données des cinq derniers mois sont provisoires.

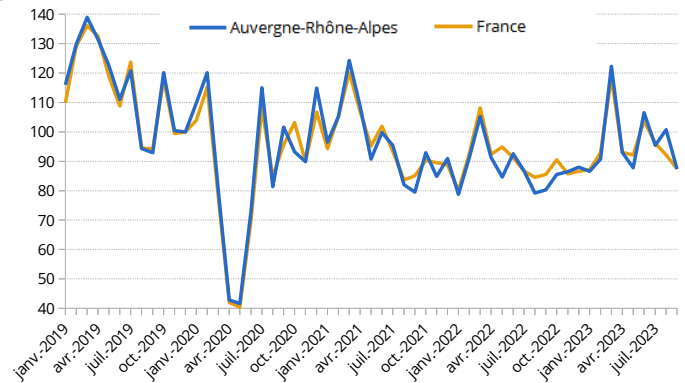
Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 5 février 2024.

Avec 3 100 dossiers déposés de juillet à septembre, le surendettement est en hausse par rapport au troisième trimestre de 2022 (+15 %).

Surendettement : hausse du nombre de dossiers déposés par rapport au troisième trimestre 2022

Évolution du nombre de dossiers de surendettement déposés

Indice base 100 en décembre 2019



Source : Banque de France, séries brutes mensuelles.